

BANGLADESH

Ceux qui mènent l'opération *Cœur pur* doivent répondre de leurs actes

Index AI : ASA 13/015/02

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International a exhorté ce mercredi 23 octobre 2002 le gouvernement bangladais à enquêter immédiatement sur les allégations selon lesquelles des personnes seraient mortes et auraient été torturées alors qu'elles se trouvaient aux mains de la police ou de l'armée qui sont engagées, depuis le 17 octobre, dans l'opération *Cœur pur* de lutte contre la criminalité.

« Le gouvernement doit déférer à la justice tout membre de l'armée ou de la police soupçonné d'avoir torturé des détenus et préciser à quel titre l'armée peut participer à l'arrestation de civils », a déclaré l'organisation.

Plus de 2000 personnes ont été arrêtées et au moins cinq sont mortes en détention depuis que le gouvernement a demandé à l'armée de l'« aider » dans le cadre de l'opération *Cœur pur*. Plus d'une dizaine de détenus souffrant de blessures graves après avoir été, semble-t-il, frappés par des membres de l'armée ont dû être hospitalisés. Parmi eux se trouvent des membres du parti au pouvoir, Parti nationaliste du Bangladesh, et de la Ligue Awami, parti de l'opposition.

Arrêté le 18 octobre, Abul Khair Ratan est mort en détention des suites, semble-t-il, des tortures qui lui aurait été infligées après son arrestation. Deux autres hommes, Yakub Ali et Jahangir Alam sont également morts en détention. Le ministère de l'Intérieur a déclaré que ces décès étaient dus à des déficiences cardiaques mais les proches des victimes seraient convaincus que ces dernières ont été torturées à mort. Le fait que, selon certaines informations, les corps n'aient pas été remis aux familles fait naître des doutes en ce qui concerne les autopsies officielles réalisées sur les personnes mortes en détention.

Certains des détenus pourraient être des prisonniers d'opinion. Deux dirigeants de la Ligue Awami – Saber Hossain Chowdhury, le secrétaire de Sheikh Hasina, dirigeante de l'opposition, et Sheik Fazlul Karim Selim, député et ancien ministre de la Santé – ont été arrêtés par l'armée les 20 et 21 octobre et détenus au secret dans un premier temps. Aucune information n'a été rendue publique

sur les charges éventuellement retenues contre eux, et Amnesty International craint que ces hommes aient été arrêtés uniquement en raison de leur opposition pacifique au gouvernement.

L'organisation de défense des droits humains appelle le gouvernement à veiller à ce que toutes les personnes arrêtées en raison de leurs activités politiques pacifiques soient libérées immédiatement et sans condition. Il est déjà arrivé que le gouvernement du Bangladesh engage des poursuites pénales contre des membres de l'opposition afin d'obtenir qu'ils soient détenus et ne puissent plus exercer leurs activités politiques.

« Tout gouvernement a le devoir d'assurer le maintien de l'ordre pour le bienfait des citoyens, mais ceci ne peut être réalisé aux dépens des droits les plus fondamentaux de la population », a ajouté l'organisation.

Complément d'information

Le gouvernement bangladais a lancé l'opération *Cœur pur* pour faire face aux préoccupations croissantes du pays et de la communauté internationale face à la détérioration de l'ordre public (augmentation des infractions, des meurtres, des viols et des agressions à l'acide). Amnesty International prend note des efforts du gouvernement pour rétablir l'ordre public mais exhorte ce dernier à veiller à ce que l'armée respecte l'État de droit et les droits de la personne.

Les conditions régissant la participation de l'armée à l'opération *Cœur pur* ne sont pas clairement définies. De nombreuses personnes ont été arrêtées en application de l'article 54 du Code de procédure pénale qui autorise la police, et non l'armée, à arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé à des activités criminelles. Amnesty International est vivement préoccupée par l'utilisation de cette loi au Bangladesh. Il est fréquemment arrivé que des personnes arrêtées en application de l'article 54 soient torturées pendant leur détention.

De nombreux membres et sympathisants du Parti nationaliste du Bangladesh, et en particulier des dirigeants de sections locales, ont été arrêtés lors de la première vague d'opérations de l'armée. Des membres et sympathisants de la Ligue Awami ont également été arrêtés par la suite. De nombreux dignitaires de la classe politique se sont réfugiés dans la clandestinité. Certaines personnes renoncent à se rendre dans les locaux de la Ligue Awami par

crainte d'être arrêtées. L'armée a effectué un raid dans le centre de documentation de la Ligue Awami et a emporté du matériel.

Après avoir été interrogées par l'armée – souvent sous la torture – les personnes arrêtées sont remises à la police qui décide soit de les remettre en liberté soit de les maintenir en détention pour d'autres interrogatoires. Un grand nombre des personnes arrêtées dans le cadre des opérations menées récemment par l'armée auraient été libérées mais plusieurs centaines d'entre elles, dont des membres du parti au pouvoir et des partis d'opposition, seraient toujours détenues. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>